

POURQUOI LE PRIX DES CÉRÉALES NE PEUT-IL PLUS REDESCENDRE ?

La flambée du prix des céréales, depuis plus d'un an, suscite beaucoup d'espoir dans les milieux agricoles, mais également des craintes. Entre autres, celle de voir le soufflet retomber pour se retrouver coincé par des coûts de production élevés et des prix d'achat, revus à la baisse. Même s'il est très difficile de présager de l'avenir, il est certain que le prix des céréales, comme de tous les produits agricoles, rentre dans une aire de grande volatilité et, quoi qu'en disent les experts et les grands analystes, la tendance générale des prochaines années risque bien de rester à la hausse, pour les raisons suivantes :

■ Les stocks mondiaux des pays développés, qui ne reflètent qu'une partie de la pénurie alimentaire, sont au plus bas, face à une demande qui continue d'exploser. De plus, ce risque de manque et de vulnérabilité va entraîner, dans beaucoup de pays mais également chez tous les acteurs des filières agricoles et agroalimentaires, la constitution de coussins de sécurité : un retrait temporaire, mais substantiel, de matières premières du marché, pour se protéger d'éventuelles ruptures d'approvisionnement. Enfin, cette situation de crise arrive, malgré la formidable croissance de la production mondiale de ces trente dernières années, avec l'avènement d'agricultures performantes, notamment en Inde et en Chine, mais aussi en Amérique du Sud, et plus récemment dans les pays de l'Est de l'Europe : une conjonction de conditions favorables, beaucoup moins probables à l'avenir.

■ Bien entendu, il existe encore, à l'échelle de la planète, des réserves foncières. Mais celles-ci se trouvent souvent dans des zones marginales et leur mise en culture progressive ne pourra compenser l'essoufflement global des sols agricoles et les pertes de surface par l'érosion, comme l'urbanisation galopante. À ce titre, c'est l'Afrique qui détient, certainement aujourd'hui, le plus grand potentiel de développement agricole et, paradoxalement, c'est la région du monde qui en a le plus cruellement besoin. C'est également un continent où l'agriculture de conservation, face aux contraintes pédo-climatiques, faciliterait la mise en œuvre de modes de production, beaucoup plus performants. Cependant, il lui importe de dépasser quelques blocages culturels et, surtout, d'acquiescer une volonté et stabilité politique.

■ Par ailleurs, et comme le prévoit la majorité des scientifiques, le réchauffement de la planète, par les gaz à effet de serre, commence à entraîner une extrémisation des événements climatiques. À ce titre, la sécheresse de l'année passée en Europe de l'Est et en Australie, ou encore les orages du printemps dans le Sud-Ouest qui ont grandement perturbé les semis, sans parler des inondations spectaculaires du Midwest américain, ne sont que des exemples précurseurs. Ainsi, et si les surfaces mises en culture restent une information fiable, la prédictibilité des rendements risque de devenir de plus en plus aléatoire.

■ Enfin, les marchés des denrées agricoles ne vont plus seulement être influencés par la loi de l'offre et de la demande, mais également par l'explosion du prix des matières premières. Ce ne sera plus le prix de la main d'œuvre, très différent selon les pays, mais le coût



PAR FRÉDÉRIC THOMAS

de l'énergie, des engrais et encore de l'acier, plus uniforme à l'échelle globale, qui déterminera le prix de revient minimum des régions les plus performantes, hors politique de soutien et subventions à l'exportation, sur lequel pourront s'aligner les cours mondiaux. Si par le passé, l'avantage était aux agricultures « extensives », comme au Canada, en Australie ou dans les pays de l'Est où l'énergie, la mécanisation, les intrants et le foncier bon marché permettaient des coûts réduits par unité de produit malgré des rendements faibles, aujourd'hui, le vent risque de tourner. En effet, le poids « énergie », et globalement « intrants », est beaucoup plus

prédominant dans ces systèmes de production, en comparaison des nôtres, où il se trouve en partie dilué, par des coûts de main d'œuvre, des taxes, cotisations et autres redevances ; des charges, bien plus élevées qu'ailleurs, mais pas vraiment soumises aux fluctuations de marché. De plus, le potentiel de croissance de rendement de ces régions est souvent limité par des climats arides. Toutes les marges de manœuvre en matière d'optimisation des coûts de production, notamment avec le semis direct et la localisation de la fertilisation, ont été largement explorées. En complément, le coût du foncier, lui aussi beaucoup plus volatile dans ces pays et souvent étroitement lié au prix des denrées, par des contrats de location indexés sur la récolte « share-cropping », a fortement progressé et même doublé dans certains secteurs. Enfin, beaucoup de ces bassins de production, qui sont éloignés des lieux de fabrication d'intrants, mais aussi des lieux de consommation des produits alimentaires, devront, à l'avenir, supporter une charge croissante de transport.

Ainsi, la raréfaction des ressources, comme la flambée du prix du gasoil, qui a occasionné de nombreuses manifestations ce printemps, va impacter négativement sur les coûts de production. Cependant, cet électrochoc, même s'il n'est pas souhaité et quelquefois difficile à supporter, est nécessaire pour juguler, rapidement, gaspillage et pollution, et orienter l'agriculture, comme l'ensemble de l'économie, vers un fonctionnement beaucoup plus sobre, s'appuyant sur beaucoup de recyclage mais aussi d'innovations. De plus, et même si l'agriculture, française et européenne, risque d'être fortement secouée, il faut être conscient, qu'avec ce bouleversement rapide du contexte économique, elle possède de nombreux atouts pour retrouver des marges intéressantes de compétitivité. Par exemple, les hauts niveaux de rendement, par unité de surface, devraient lui permettre de mieux absorber et diluer le poids croissant de l'énergie et des intrants. La proximité des grandes zones de consommation devrait tamponner l'envolée des coûts de transport. Enfin, au regard des économies potentielles de l'agriculture de conservation, en matière d'énergie, de mécanisation mais également d'engrais, nous possédons encore d'importantes marges de manœuvre, en opposition à nos principaux concurrents, qu'il nous faut continuer d'explorer rapidement.

4 / Matériel et Équipement

Kuhn SD Liner : une nouvelle architecture pour plus de compacité

Canada et Australie : semer entre les rangs de l'ancienne culture

7 / En cultures

Colza : les approches s'affinent

12 / Dossier ressources

Légumineuses : il est urgent de les réhabiliter

23 / Expérience

Volant d'auto-fertilité : un retour sur investissement qui arrive au bon moment

25 / Reportage

De l'innovation mécanique à l'innovation agronomique

28 / Appui technique

« Un conseil pragmatique pour sécuriser les pratiques »

30 Recherche

Relay cropping : installer une deuxième culture dans le précédent

32 / Version élevage

L'avoine diploïde, l'espèce qui monte

34 En bref

Le maïs n'aime pas la vue des adventives

Les vers de terre ont un prix

La 10^e édition du NLSD ; « braderie TCS »

Couverture : © Frédéric Thomas

Maïs doux semé en direct en seconde culture, juste après récolte du colza (41).

Vous trouverez dans ce numéro un encart promotionnel de 3 volets jeté dans la revue.